



CAPACITÉ

CRITICAL ECOSYSTEM
PARTNERSHIP FUND

Adieu l'Ancien, Bienvenue au Nouveau!

Dans ce numéro de Capacité, nous introduisons une nouvelle rubrique, *Conseils et thèmes pour une bonne gestion de projets*. L'Equipe régionale de mise en œuvre (ERM) utilisera cette rubrique pour traiter de thèmes clés de la gestion de projets pour aider les bénéficiaires de subventions du Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques (*Critical Ecosystem Partnership Fund – CEPF*) dans la Caraïbe à faire en sorte qu'ils adhèrent aux règles et procédures du Fonds, et que la mise en œuvre des projets soit effective. N'hésitez pas à nous envoyer vos suggestions de thèmes pour les prochains numéros de Capacité et dites-nous ce que vous pensez de la rubrique.

Dans ce numéro, la Caribbean Coastal Area Management (C-CAM) Foundation en Jamaïque, nous en apprend davantage sur les inquiétudes des parties prenantes du secteur de l'environnement à propos des projets de développement au sein d'un corridor de conservation du CEPF. La Société Audubon Haïti nous en dit plus sur son travail au sein du Massif de la Hotte et partage une excellente nouvelle: une espèce de magnolia, que l'on pensait éteinte, a été retrouvée.

Nous présentons en bref deux projets. La National Park Beaches and Rivers Authority à St. Vincent et les Grenadines nous fait part des progrès d'un projet pilote pour la mise en place d'un plan de gestion intégré d'un bassin versant qui servira de modèle pour les autres bassins versants de l'île. CAB International invite les parties prenantes à prendre part à son réseau régional sur les espèces allogènes invasives et à son initiative pour le renforcement des capacités. Les versions complètes de ces deux articles sont disponibles dans [la version en anglais du numéro 7 de Capacité](#)

Tandis que l'année 2013, qui fut bien remplie et passionnante à bien des égards pour le programme du CEPF dans les Caraïbes, touche à sa fin, nous vous adressons tous nos vœux les meilleurs, en vous souhaitant que 2014 soit tout aussi enrichissante.

L'Equipe régionale de mise en œuvre à CANARI.

CAPACITÉ 7

décembre 2013

Dans ce numéro:

Stratégie d'Aire Protégée dans le Massif de La Hotte, Haïti	2
Nouvelles de l'Eco-Index	3
Conseils et Thèmes pour une Bonne Gestion de Projet : Conflits d'Intérêt	4
Les défis de la conservation dans le corridor de conservation de Portland Bight, Jamaïque	6
En Bref...	9
Subventions Octroyées octobre - décembre 2013	11

Le Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques (*Critical Ecosystem Partnership Fund – CEPF*) est un programme conjoint de l'Agence française de développement, de Conservation International, l'Union européenne, le Fonds pour l'environnement mondial, le gouvernement du Japon, la Fondation MacArthur et la Banque mondiale.

Le programme fut lancé en août 2000 et depuis, a aidé la société civile dans ses efforts de conservation de la biodiversité dans 22 *hotspots*, à hauteur de 151 millions de dollars US de subventions. Le CEPF investit 6,9 millions de dollars US dans les îles des Caraïbes au cours d'une période de 5 ans (octobre 2010 – octobre 2015).

Stratégie d'aire protégée dans le Massif de La Hotte, Haïti

- Jean Mary Laurent, *Coordonnateur de projets,*
Société Audubon Haïti



SOCIÉTÉ AUDUBON HAÏTI

La zone clé pour la biodiversité (ZCB) du Massif de La Hotte figure parmi les 17 sites identifiés comme ayant la plus haute priorité dans la stratégie d'investissement du CEPF pour le *hotspot* des îles des Caraïbes. En dépit de son unique et riche biodiversité, ce massif subit les conséquences de la déforestation chronique et généralisée qui sévit en Haïti. Alarmée par cette situation, la Société Audubon Haïti (SAH), de concert avec certains partenaires dont Pennsylvania State University et l'Université Quisqueya, a décidé d'agir en développant dans la zone un projet axé autour de trois composantes et touchant deux sites majeurs de la zone en termes de richesse biologique (Grande Colline et Grand Bois).



Joel Timyan et un guide se font photographier devant un jeune individu de *Magnolia ekmanii*.

© Jean Mary Laurent/SAH

Les trois composantes du projet peuvent se résumer comme suit:

- **Conservation locale** : elle vise à développer des stratégies adaptées à la gestion de l'environnement qui engagent les communautés locales.
- **Développement de politiques de protection** : la Société Audubon Haïti s'engage à assister et accompagner le gouvernement haïtien dans le développement de politiques de protection des écosystèmes. La biodiversité de la zone sera documentée et seront fournies au gouvernement haïtien des informations précises sur les espèces de vertébrés présentes sur les sites d'études et les écosystèmes forestiers, incluant les espèces végétales dominantes, et les menaces écosystémiques au niveau des sites d'études.
- **Stratégie d'éducation environnementale** : le public en général sera informé sur la richesse de la biodiversité de Haïti et sur les menaces auxquelles elle est exposée.

Avec 16 espèces d'amphibiens dont 10 endémiques au Massif de La Hotte, 11 espèces de reptiles dont 4 endémiques au massif et plus d'une trentaine d'espèces d'oiseaux dont 14 endémiques à l'île d'Haïti déjà répertoriés dans le cadre du projet, se confirme tout le bien que l'on disait de Grande Colline et de Grand Bois. Par ailleurs, le Magnolia d'Ekman (*Magnolia ekmanii*) qu'on croyait éteint a été redécouvert.

Le projet de SAH commença en juin 2013 et se terminera en septembre 2015. ☞



Sagraea polycheate (Melastomataceae), espèce endémique au massif de La Hotte. © Joel Timyan/SAH

Nouvelles de l'Eco-Index

- *Melissa Norman, Rainforest Alliance*

Le CEPF a accordé une subvention à Rainforest Alliance afin, d'une part, de publier les profils des projets des tous les bénéficiaires de subventions sur l'Eco-Index, et d'autre part, d'y présenter les projets sélectionnés dans les publications "*Stories from the Field*" et "*Eco-Exchange*" et, enfin, d'organiser et de faciliter plusieurs webinaires entre les bénéficiaires et avec des experts reconnus.

Tous les boursiers du CEPF dans le *hotspot* des îles des Caraïbes sont encouragés à participer. Pour ajouter votre projet à la base de données Eco-Index, veuillez visiter http://www.eco-index.org/questionnaire/Questionnaire_Eco-Index.doc ou veuillez contacter Dipika Chawla à l'adresse suivante : dchawla@ra.org

Projets récemment ajoutés à l'Eco-Index :

Renforcement de la protection légale du Parc national du Mont Hartman et des zones clés pour la biodiversité du Vallon Grenville/Beausejour à la Grenade - <http://www.eco-index.org/search/resultsf.cfm?projectID=1571>. Grenada Dove Conservation Programme. ☞



Conseils et thèmes pour une bonne gestion de projet :

Le conflit d'intérêt

- *Nicole Brown, Coordonnatrice pays en Jamaïque et Anna Cadiz, Responsable ERM*

Par le biais de cette nouvelle rubrique, l'Equipe régionale de mise en œuvre (ERM) abordera certains des thèmes clés relatifs à la gestion de projets afin d'aider les bénéficiaires de subventions à garantir qu'ils adhèrent aux règles et procédures du CEPF, et que la mise en œuvre de leurs projets est effective. Chaque numéro de Capacité mettra l'accent sur un aspect différent. N'hésitez pas à nous faire savoir si vous souhaiteriez que nous abordions une procédure ou un aspect de la gestion de projet en particulier dans nos prochains numéros.



Qu'est-ce qu'un conflit d'intérêt?

Le contrat de subvention du CEPF stipule :

Les fonds de la subvention (y compris tout intérêt qui en découle) ne devront pas être dépensés pour des paiements qui sont, ou semblent représenter, un conflit d'intérêt. Un conflit d'intérêt se définit par une transaction par le biais de laquelle les intérêts financiers ou personnels d'un employé entrent en conflit, ou semblent entrer en conflit avec sa responsabilité officielle. A titre d'exemple, on peut citer, entre autres, des transactions telles des paiements à des partenaires commerciaux du directeur de projet, de l'adjoint au directeur de projet, ou un ou plusieurs membres de sa famille immédiate pour des salaires, remboursement de dépenses, ou tout autre type de compensation, ou des paiements à des organisations au sein desquelles le directeur de projet, l'adjoint au directeur de projet, ou des membres de sa famille immédiate, possèdent un intérêt financier.

En langage commun, cela signifie qu'une situation représente un conflit d'intérêt lorsque les intérêts privés d'un individu qui est employé par un bénéficiaire de subvention du CEPF gagnera ou tirera des bénéfices financiers d'une transaction en ayant fait usage des fonds de la subvention. Cela ne signifie pas que l'individu lui/elle-même pourra en bénéficier, mais il peut s'agir d'un membre de sa famille ou de son foyer, d'un partenaire commercial, ou même d'un ami proche. Par exemple, embaucher un membre de sa famille pour effectuer une tâche dans le cadre d'un projet CEPF est interdit. Se procurer des biens dans le commerce d'un membre de sa famille constituerait en effet un conflit d'intérêt. Au sein des petites sociétés qui sont les nôtres, dans la Caraïbe, il peut être difficile de ne pas faire affaire avec ses amis, mais dans une situation dans laquelle un membre du personnel qui détient un pouvoir de décision dans le cadre de l'administration de fonds du CEPF, doit évaluer une offre d'un ami proche ou d'un camarade de jeux, il/elle devrait se retirer du processus de décision et éviter ainsi d'en influencer le résultat.


Comment traiter des conflits d'intérêt potentiels ?

Le CEPF accorde une grande importance aux violations de conflits d'intérêt et dans ce type de situation, une subvention peut être suspendue avec effet immédiat. Les bénéficiaires et leurs sous-bénéficiaires doivent faire en sorte que leurs sous-subventions ne présentent pas de cas de conflits d'intérêts. S'il existe *une quelconque possibilité* de conflit d'intérêt, le CEPF requiert que le bénéficiaire en informe l'ERM ou le secrétariat du CEPF avant l'embauche ou la signature d'un contrat formel avec un individu ou une société. Les bénéficiaires ne devraient pas hésiter à contacter l'ERM pour toute demande d'assistance avant de prendre une décision relative à un conflit d'intérêt potentiel dans une situation donnée.

Répondez aux questions suivantes afin de tester vos connaissances sur les règles du CEPF en matière de conflit d'intérêt.

Quiz

Les exemples suivants sont-ils des cas dans lesquels un bénéficiaire du CEPF pourrait se trouver dans une situation représentant un conflit d'intérêt ? (Voir réponses [page 12.](#))

- a) Des fonds d'une subvention du CEPF sont utilisés pour acheter un véhicule auprès de la société Best Cars Company Limited. Le propriétaire est le beau-frère du Directeur exécutif de l'organisation bénéficiaire.
- b) Un membre du personnel participe au processus de sélection des fournisseurs de matériel SIG pour un projet CEPF et l'une des offres à considérer provient d'un ami proche.
- c) Le fils du gestionnaire de projet participe, à titre volontaire, à la réalisation d'enquêtes pour le projet.
- d) Un membre du personnel accepte des invitations à dîner fréquentes et coûteuses de la part de l'une des sociétés de media que l'organisation a embauché pour s'occuper de la communication du projet.
- d) Un membre du personnel membre du comité de recrutement du projet est la sœur de l'un des candidats qui postulent en tant que comptable du projet. Le membre du personnel a informé l'organisation de sa relation et s'est volontairement retiré du comité de recrutement pour cette position en particulier. 

Y-a-t-il des thèmes ou sujets sur la gestion de projet que vous voudriez que nous abordions dans des prochaines numéros de Capacité? Laissez-nous un message a : cepf-rit@canari.org

Les défis de la conservation dans le corridor de conservation de Portland Bight, Jamaïque

Caribbean Coastal Area Management (C-CAM) Foundation

En août 2013, le gouvernement de la Jamaïque a annoncé qu'il était en discussion avec un investisseur chinois à propos d'un projet de développement d'un port de transbordement dans la zone protégée/corridor de conservation de Portland Bight (PBPA/CC) en Jamaïque, dans le cadre d'une vaste stratégie nationale visant à faire de la Jamaïque le premier centre logistique des Amériques, semblable à ceux de Dubai, Rotterdam et Singapour. La proposition de port de transbordement et les autres développements qui y sont associés ont le potentiel d'avoir un impact négatif sur les écosystèmes de la zone PBPA/CC, qui comprend les trois zones clés pour la conservation du CEPF (ZCB) – Brazillito Mountains, Hellshire Hills et Portland Ridge. Il semblerait que les investisseurs soient particulièrement intéressés par Goat Islands, deux îles près des côtes aux alentours de la ZCB de Hellshire Hills, qui ont longtemps été au cœur des stratégies pour la conservation de PBPA.



© Jeremy Francis/Jamaica Environment Trust

La cote de Hellshire avec les Goat Islands dans la distance.

Importance

En 2010, le profile d'écosystème pour les îles des Caraïbes du CEPF a identifié la zone PBPA/CC comme l'une des zones les plus importantes en matière de biodiversité au sein de la région. La zone comprend le seul habitat restant pour l'iguane jamaïcain (*Cyclura collie*), l'un des cent animaux les plus menacés au monde, et sert également de refuge à d'autres espèces de plantes et d'animaux menacées ou rares, tels le cactus tuna (*Opuntia spinosissima*), espèce endémique, et la grenouille de Portland Ridge (*Eleutherodactylus cavernicola*). La zone abrite des reptiles et amphibiens que l'on ne trouve qu'à

Portland Bight, y compris le Galliwasp à queue bleue (*Celestus duquesneyi*) et le serpent Portland Ridge Thunder (*Trophidophis stullae*). On y trouve des espèces globalement menacées telles le crocodile américain (*Crocodylus acutus*), la tortue Hawksbill (*Eretmochelys imbricata*) et le West Indian manatee *Trichechus manatus*). La zone PBPA/CC représente le meilleur exemple de forêt de calcaire de la Caraïbe. Mais, qui plus est, la juxtaposition fonctionnelle de forêt sèche, de bois côtiers, de mangroves, plages, lits d'algues, récifs de coraux et bancs de sable, relativement sains et intacts, est très rare en Jamaïque. Les écosystèmes contribuent à l'économie locale de multiples façons, notamment pour ce qui est de la pêche côtière.

L'importance de la zone a été reconnue dans le cadre des régimes de planification locale et nationale. En 2012, la Caribbean Coastal Area Management (C-CAM) Foundation a reçu une subvention du CEPF pour le développement de plans de gestion pour deux des trois ZCB situées dans la zone PBPA/CC, à savoir Hellshire Hills et Portland Ridge.

Le développement de la proposition

L'annonce, par le gouvernement, de son intention de passer un protocole d'accord avec la société China Harbour Engineering Company (CHEC) pour la construction d'un port de transbordement de 6000 hectares, sur et autour des Goat Islands, a fait l'effet d'une grande surprise aux parties prenantes de cette aire protégée, avant même la réalisation d'une évaluation environnementale stratégique ou d'une évaluation des impacts environnementaux. Si les détails concernant les plans de l'investisseur demeurent inconnus du grand public, il existe de sévères risques pour la zone PBPA/CC. Parmi ceux-ci, les risques environnementaux et sociaux directs et indirects liés à la construction, tels le dragage de canaux et de la zone du port aux alentours de Old Harbour Bay, le remplissage des zones humides, et la destruction d'une réserve établie de poissons. La construction de routes, de carrières, et le développement d'infrastructures liés pourraient résulter en une perte de la couverture forestière, y compris l'habitat des iguanes près de Hellshire Hills. Tout aussi inquiétant, est le discrédit envisageable, à long terme, de la planification nationale et des processus et systèmes pour les aires protégées, résultat de la non prise en compte des clauses de sauvegardes qu'ils fournissent pour les zones sensibles d'un point de vue environnemental.

La réponse

Une coalition de partenaires de la société civile, comprenant C-CAM, le Jamaica Environment Trust, des scientifiques du département de sciences de la vie de l'Université des West Indies, campus de Mona, ainsi que d'autres groupes locaux et internationaux, ont rapidement répondu à l'annonce de la proposition et de l'étude qui a suivi. Ils ont tâché d'apporter des informations précises sur le caractère irremplaçable, l'importance, et la vulnérabilité de la zone, les impacts potentiels directs et indirects, ainsi que les raisons pour lesquelles cette proposition de projet pourrait saper le système et la planification des aires protégées de la Jamaïque, si les procédures établies ne sont pas respectées.

En faisant la promotion d'une approche plus transparente et conjointe du processus de décision, les organisations de la société civile environnementale ont tenté de susciter des discussions informées sur les enjeux, y compris en participant à des conférences de presse, en encourageant des visites de sites dans la zone par le large public, en éduquant les membres du public à propos des coûts et bénéfices du projet de développement proposé, et en faisant des présentations aux media et dans des forums publics. C-CAM recherche actuellement des financements pour la réalisation d'une analyse indépendante et la proposition d'options et d'alternatives, et sur les impacts potentiels du port de transbordement proposé sur la zone et les services écologiques qu'elle fournit.



La plage de pêcheurs de Old Harbour Bay


© Ann Sutton

Pour plus d'information sur le travail de C-CAM dans le cadre du développement d'un plan de gestion pour les ZCB de Hellshire Hills et Portland Bight, [voir le numéro 6 de Capacité, septembre 2013.](#)

Pour plus d'information sur l'étude florale de Caribbean Wildlife Alliance, [voir le numéro 3 de Capacité, décembre 2012 – janvier 2013.](#)

L'investissement du CEPF dans la zone PBPA/CC

L'assistance que le CEPF a fourni pour la zone PBPA/CC a été cruciale pour apporter des informations de bases sur la zone. En plus de la subvention accordée en 2012 à C-CAM pour la préparation de plans de gestion participative pour Hellshire Hills et Portland Ridge, le CEPF a aussi apporté son assistance pour la réalisation d'une étude florale sur Hellshire Hills et Goat Islands par Caribbean Wildlife Alliance et leurs partenaires en 2012. L'étude a résulté en une augmentation de 54% de la flore connue de Hellshire Hills (y compris Goat Islands) et a ajouté huit espèces de plantes endémiques aux registres.

Le CEPF apporte actuellement son soutien au Jamaica Environment Trust pour sensibiliser davantage le public à l'importance de la zone PBPA/CC. World Resources Institute, en partenariat avec le Jamaica Environment Trust et C-CAM, a également reçu une assistance qui lui permet d'aider les communautés et les autres parties prenantes à participer au processus de réalisation des évaluations des impacts environnementaux en Jamaïque. 

En Bref...

Les versions complètes des deux articles suivants sont disponibles dans la version en [anglais du numéro 7 de Capacité](#).


L'organisation National Parks, Rivers, and Beaches Authority [L'Autorité de Parcs, Rivières et Plages Nationaux] a entamé la mise en œuvre d'un projet de dix-huit mois pour le développement d'un plan de gestion intégrée de bassin versant (*integrated watershed management plan – IWMP*) pour la zone clé pour la biodiversité/réserve forestière de Cumberland, qui fait partie du corridor de conservation de Central Mountain Range à St. Vincent et les Grenadines. Le IWMP sera le premier du genre sur l'île, et servira de modèle pour les autres zones de bassins versants qui requièrent une gestion impliquant de multiples agences et parties prenantes.



Vue de la partie supérieure de la réserve forestière de Cumberland.
© Casmus Mcleod/Forestry Department, SVG

Le projet financé par le CEF
«Planification pour la gestion intégrée de bassins versants et protection de la réserve forestière dans le corridor de conservation de Central Mountain Range» contribuera à améliorer la planification de l'usage des terres et des ressources en eau au sein du bassin versant. Le projet participera aussi à la protection des espèces sur la liste rouge de l'UICN, parmi lesquelles le perroquet de St. Vincent (*Amazona guildingii*), le Whistling Warbler (*Catharopeza bishop*), la grenouille de St. Vincent (*Pristimantis shrevei*) et le serpent noir (*Chironius vincenti*).

Le IWMP apporte une réponse au besoin de gestion coordonnée entre les multiples agences et les parties prenantes communautaires usagers de la zone. L'agriculture et la pêche sont les principales activités socio-économiques au sein de la réserve de Cumberland, et l'agriculture est la principale activité faisant usage des terres dans les parties supérieures du bassin versant. La zone contribue également à de nombreux secteurs socio-économiques y compris le tourisme, les ressources en eau, et l'énergie (hydroélectricité). Dans le cadre du développement du IWMP, la NPRBA a identifié les priorités en terme d'usage des terres, de la biodiversité et ressources en eau au sein du bassin versant. Les stratégies et actions requises pour apporter des réponses à ces problèmes ont aussi été déterminées, ainsi que des actions de gestion devant être menées conjointement par plusieurs parties prenantes.

 [Cliquer ici](#) pour lire la version complète de l'article en anglais par Andrew Wilson, Directeur, National Parks, Rivers, and Beaches Authority.

En Bref...

Intégration des enjeux liés aux espèces allogènes envahissantes (*invasive alien species IAS*) dans les zones clés pour la biodiversité (ZCB) du CEPF aux niveaux local et international




En 2013, CAB International (CABI) a signé un contrat avec le CEPF pour la mise en œuvre d'un projet pour développer le réseau caribéen pour les espèces allogènes (*Caribbean Invasive Alien Species Network CIASNET*), une plateforme pour les professionnels et organisations des espèces allogènes envahissantes. Le projet facilitera les échanges d'expériences entre les ZCB du CEPF, renforcera les ONG travaillant sur les thèmes relatifs aux espèces allogènes envahissantes, et renforcera le plaidoyer en faveur des mesures pour les IAS et la conservation de la biodiversité en général. CABI prévoit aussi d'améliorer les réseaux locaux et internationaux, de faciliter l'échange des meilleures pratiques et le renforcement des capacités, et de catalyser la coopération pour des actions conjointes de conservation entre membres.




Deux espèces d'iguanes — l'iguane rhinocéros *Cyclura cornuta* (au-dessus) et l'iguane Ricord *Cyclura ricordii* (au-dessous) — sont indigènes à l'île Caibarien, Lago Enriquillo en République Dominicaine. Leur habitat naturel est menacé par les ânes et le bétail, tandis que des chats sauvages se nourrissent des jeunes iguanes.

© Kirsty Swinnerton, *Island Conservation*

Le projet ciblera les ZCB du CEPF dans 5 pays : Sainte Lucie, Antigua et Barbude, la Jamaïque, les Bahamas et la République dominicaine. La mise en réseau en ligne bénéficiera toutefois, de manière indirecte, à tous les pays éligibles du CEPF de la région, et par extension, de la grande Caraïbe.

Tous les ministres de gouvernement, ONG et agences œuvrant pour la conservation de la biodiversité et la prévention et la gestion des espèces allogènes envahissantes dans les ZCB de chacun des pays cibles sont considérés comme des parties prenantes au projet et CABI cherche activement à obtenir leur contribution et participation. 

Pour prendre part à cette initiative, veuillez contacter Naitram (Bob) Ramnanan, Représentant régional et coordonateur IAS, CABI par email n.ramnanan@cabi.org

 [Cliquez ici](#) pour lire la version complète de l'article en anglais par Rafique Bailey, Coordonateur de Project Régional et Naitram (Bob) Ramnanan, Représentant régional et coordonateur IAS, CABI

Subventions Octroyées octobre - décembre 2013



A ce jour, le CEPF a octroyé 59 subventions dans la Caraïbe, pour un montant total de 5,5 million de dollars US. Au cours de la période octobre – décembre 2013, 3 nouveaux projets ont été approuvés :

Bénéficiaire	Pays	Montant (US\$)	Titre/ Description
Direction stratégique 2: Intégration de la conservation de la biodiversité dans la planification et la mise en œuvre du paysage et du développement, dans six corridors de conservation			
Jamaica Environment Trust (JET)	Jamaïque	19,910	Renforcement de l'assistance pour la zone de Portland Bight en Jamaïque
Société Audubon Haïti (SAH)	Haïti	6,500	Renforcement de la capacité de gestion locale pour la sauvegarde des grenouilles menacées dans le Massif de la Selle/Forêt des Pins, Haïti
Direction stratégique 3: Appui à la société civile des Caraïbes pour conserver la biodiversité en renforçant les capacités institutionnelles locales et régionales et en encourageant la collaboration des parties prenantes			
Dispute Resolution Foundation (DRF)	Jamaïque	7,048	Enregistrement des Maroons Accompong en tant qu'entité légale pour la mise en œuvre d'initiatives et d'actions pour la protection de la zone clé pour la biodiversité de Cockpit Country en Jamaïque

Pour une liste complète des résumés des 59 projets de la région, voir le lien suivant sur la page web du programme du CEPF dans les Caraïbes :

<http://www.canari.org/documents/ContractedCEPFgrantsasof171213ENGLISH.pdf>

Archives des numéros de Capacité

[Numéro 1: juin 2012](#)

[Numéro 2: septembre 2012](#)

Suppléments en [français](#) et [espagnol](#)

[Numéro 3: décembre 2012](#)

Suppléments en [français](#) et [espagnol](#)

[Numéro 4: mars 2013](#)

Suppléments en [français](#) et [espagnol](#)

[Numéro 5: juin 2013](#)

Suppléments en [français](#) et [espagnol](#)

[Numéro 6: septembre 2013](#)

Réponses au quiz sur les cas de conflit d'intérêt

- a) Oui, il y a conflit d'intérêt. Il ne peut y avoir de transactions telles que des paiements pour le compte d'organisations ou sociétés dans lesquelles le directeur du projet, le directeur adjoint ou des membres de leurs familles immédiates, ont un intérêt financier.
- b) Oui, il y a conflit d'intérêt.
- c) Non, cette situation ne représente pas un conflit d'intérêt, car les fonds de subvention ne sont pas utilisés pour payer le fils. Le bénéficiaire devra aussi s'assurer que les fonds ne sont pas utilisés pour rembourser le fils pour de quelconques dépenses.
- d) Oui, il y a conflit d'intérêt. Les règles du CEPF en matière d'approvisionnement stipulent que « les employés ne doivent ni accepter ni solliciter de pourboires, faveurs, ou quoi que ce soit ayant une valeur monétaire, de la part des fournisseurs de biens et de services ou des parties aux sous-subventions ».
- e) Non, il n'y a pas de conflit d'intérêt. Puisque le membre du personnel a divulgué le fait que sa sœur était l'une des candidates au poste de comptable, et s'est ensuite retiré du processus de décision, le conflit d'intérêt a été évité. De nombreuses organisations disposent de protocoles internes exigeant que ce type de situation soit portée à l'attention du Comité de directeurs, et dans ce cas, le CEPF attend des bénéficiaires qu'ils respectent leurs protocoles internes.

Vous avez la parole !

Toutes les organisations ayant obtenu une subvention sont invitées à nous faire part des progrès de leurs projets respectifs, qui seront publiés dans les prochains numéros de *Capacité*. N'hésitez pas à partager *Capacité* avec vos collègues et amis, et envoyez-nous vos commentaires sur ce numéro à l'adresse ci-dessous.

A propos de CANARI

L'Institut pour les ressources naturelles de la Caraïbe (*Caribbean Natural Resources Institute CANARI*) est une organisation à but non lucratif immatriculée à Sainte Lucie, St. Croix et Trinidad et Tobago. Le bureau se situe à Port of Spain, Trinidad, et l'Institut dispose du statut 501(c) (3) aux Etats-Unis et est reconnu d'utilité publique à Trinidad et Tobago.

Notre mission est de promouvoir et de faciliter une participation équitable et une collaboration effective dans le cadre de la gestion des ressources naturelles essentielles au développement des îles de la Caraïbe, de façon à ce que les populations bénéficient d'une meilleure qualité de vie et que les ressources naturelles soient conservées, par le biais de l'apprentissage par l'action, la recherche, le renforcement des capacités et la consolidation des partenariats régionaux.

CANARI travaille dans les îles de la Caraïbe mais les résultats de ses travaux de recherche sont souvent pertinents pour la région dans son ensemble. Nos programmes mettent l'accent sur la recherche, le partage et la dissémination des leçons apprises, le renforcement des capacités et la consolidation des partenariats régionaux.



Caribbean Natural
Resources Institute (CANARI)
Fernandes Business Centre
Building 7, Unit 8
Eastern Main Road, Laventille,
TRINIDAD

**CEPF Caribbean
Pour nous contacter:**

Tel : (868) 626-6062
Fax : (868) 626-1558
Email : cepf-rit@canari.org
Page web : www.canari.org



Suivez-nous sur [Facebook](#)